COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

**EXTRAIT
DU
REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU
CONSEIL DE COMMUNAUTE**

**Séance du 24 juin 2011
(convocation du 14 juin 2011)**

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Quatre Juin Deux Mil Onze à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie-Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. PUJOL Patrick, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, Mme TERRAZA Brigitte, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, M. ASSERAY Bruno, Mme BALLOT Chantal, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. GUYOMARC'H Jean-Pierre, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, M. LOTHAIER Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PAILLART Vincent, Mme PARCELIER Muriel, M. PENEL Gilles, Mme PIAZZA Arielle, M. POIGNONEC Michel, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. REIFFERS Josy, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUYEYRE Matthieu, Mme SAINT-ORICE Nicole, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. DAVID Alain à M. TOUZEAU Jean à partir de 11h20
M. CAZABONNE Didier à M. CAZABONNE Alain
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. DUPRAT Christophe jusqu'à 10h25
M. GELLE Thierry à Mme. BONNEFOY Christine
M. LAMAISON Serge à Mme BALLOT Chantal jusqu'à 10h05
M. ROSSIGNOL Clément à M. JOANDET Franck à partir de 12h30
M. BRUGERE Nicolas à M. BRON Jean-Charles
Mme CAZALET Anne-Marie à Mme. BREZILLON Anne
M. CAZENAVE Charles à Mme. COLLET Brigitte
Mlle COUTANCEAU Emilie à Mme. BOST Christine
M. COUTURIER Jean-Louis à Mme. LACUEY Conchita
Mme DELTIMPLE Nathalie à M. MOULINIER Maxime à partir de 11h

M. EGRON Jean-François à M. DAVID Alain jusqu'à 11h20 et à Mme FAORO Michèle à partir de 11h20
Mlle EL KHADIR Samira à M. BENOIT Jean-Jacques
M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. DUBOS Gérard jusqu'à 11h
M. MERCIER Michel à M. GUICHOUX Jacques
M. MILLET Thierry à M. GUYOMARC'H Jean-Pierre
M. PAILLART Vincent à M. AMBRY Stéphane jusqu'à 10h25
Mme PARCELIER Muriel à Mme TOUTON Elisabeth jusqu'à 11h
M. PEREZ Jean-Michel à Mme. DIEZ Martine
M. RAYNAL Franck à M. SOUBIRAN Claude
M. RAYNAUD Jacques à M. RESPAUD Jacques
M. SENE Malick à M. SOUBABERE Pierre
Mme WALRYCK Anne à Mme DESSERTINE Laurence jusqu'à 10h

LA SEANCE EST OUVERTE

Accompagnement pour la mise en oeuvre de projet de type Agenda 21 et sensibilisation d'adultes aux principes fondateurs du Développement Durable - Convention constitutive du Groupement de commandes entre le Conseil Général de la Gironde et la Communauté Urbaine de Bordeaux - Décision - Désignation - Autorisation

Monsieur CAZABONNE présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Depuis 2001, notre établissement développe dans les 27 communes de la Cub à l'attention des écoles primaires publiques et privées, des établissements accueillant des enfants souffrant de handicap ou encore très récemment des structures recevant des enfants hors temps scolaires, un dispositif d'actions pédagogiques autour du Développement Durable.

En partenariat avec l'Inspection Académique, le concours du Centre des Classes Citadines et de l'ADPEP, le dispositif "**les juniors du développement durable**" se déploie depuis cette date et grâce aux enseignants, à travers trois grands types d'actions :

- les actions de sensibilisation au développement durable,
- les actions de projet pédagogiques préparés et réalisés par une ou plusieurs classes sur une thématique de développement durable parmi lesquelles les Agendas 21 scolaires,
- les actions de formation à l'attention des enseignants et du personnel municipal des 27 communes aux enjeux concrets du développement durable.

De son côté, le Conseil Général de la Gironde accompagne les collèges volontaires dans leur démarche d'Agenda 21. Il pilote également le CDA 21 (Conseil Départemental des Agendas 21 locaux), réseau de collectivités girondines en Agenda 21. C'est dans ce cadre qu'il participe à un groupe de travail départemental dédié à l'Education pour un Développement Durable (EDD) qui a pour objectif de coordonner le soutien aux Agendas 21 scolaires et d'accompagner les acteurs girondins volontaires dans leur démarche d'éducation pour un développement durable.

Le Conseil général de la Gironde, la Communauté Urbaine de Bordeaux et le Conseil Régional d'Aquitaine sont, depuis 2 juin 2009, signataires d'une convention tripartite de coopération en matière d'éducation au développement durable visant à :

- échanger sur leurs dispositifs respectifs,
- garantir la cohérence des actions mises en place par l'utilisation notamment de référentiels méthodologiques communs,
- valoriser les actions notamment à travers des outils de communication de chacune des collectivités ou en créant des outils communs,

- évaluer les résultats et permettre ainsi l'adaptation et l'amélioration des outils et méthodes proposés aux enseignants,
- élaborer un cycle de formation à destination du réseau associatif local sur l'accompagnement des Agendas 21 scolaires.

Afin d'harmoniser les dispositifs de sensibilisation à l'EDD mais aussi de contribuer à favoriser une équité territoriale en matière de mise en œuvre de démarches territoriales d'éducation pour un développement durable, la Cub et le CG 33 souhaitent créer un groupement de commandes en application de l'article 8 – I – 2° du Code des Marchés Publics.

1 – Constitution du Groupement de commandes et périmètre d'intervention

La forme juridique du groupement de commandes permet en effet à plusieurs partenaires de s'associer pour satisfaire des besoins communs par la passation de marchés publics.

Ainsi, ce groupement de commandes permettra de lancer une consultation et d'attribuer, à un prestataire commun, un marché public de prestations de services portant sur :

- l'accompagnement de projets de type Agenda 21 à destination des écoles, des établissements accueillant des enfants souffrant de handicap et des structures recevant des enfants hors temps scolaires des 27 communes de la Cub,
- la formation/sensibilisation d'adultes aux principes fondateurs du développement durable et à ses applications concrètes,
- l'impulsion et l'accompagnement d'une dynamique territoriale d'Education pour un Développement Durable.

L'article 8 – II du Code des Marchés Publics prévoit par ailleurs la signature d'une convention constitutive par les membres du groupement, en l'occurrence le Conseil Général de la Gironde et la Communauté Urbaine de Bordeaux.

Les principales dispositions de la convention jointe en annexe sont les suivantes :

- chaque membre du groupement de commandes s'engage à signer avec le prestataire qui sera retenu un marché à bons de commande (article 77 du Code des Marchés Publics) d'une durée de 1 an, renouvelable 1 fois, à hauteur de ses besoins propres ainsi qu'il suit :

Nom du contractant	Montant minimum annuel en € HT	Montant maximum annuel en € HT	Montant minimum en € HT sur la durée totale	Montant maximum en € HT sur la durée totale
Communauté Urbaine de Bordeaux	5 000	60 000	10 000	120 000
Conseil Général de la Gironde	2 500	30 000	5 000	60 000

Compte tenu des montants maximum, la consultation sera lancée dans le cadre de l'article 28 (procédure adaptée > à 90 000 € HT) selon les règles applicables au sein de la Communauté Urbaine de Bordeaux.

- la Communauté urbaine de Bordeaux est désignée comme coordonnateur du groupement de commandes afin de procéder à l'ensemble des opérations de sélection du titulaire tels que décrites dans le projet de convention,

- la constitution d'une commission d'appel d'offres spécifique au groupement de commandes qui sera présidée par le représentant du coordonnateur.

2 – Commission d'Appel d'Offres du groupement de commandes (Commission d'Appel d'Offres *ad hoc*)

L'article 8 – III et IV du code des marchés publics prévoit :

- la désignation d'un représentant parmi les membres élus de la Commission d'Appel d'Offres de chaque collectivité, à voix délibérative,
- que le président de la Commission d'Appel d'Offres *ad hoc* puisse désigner des personnalités compétentes dans la matière qui fait l'objet de la consultation ; celles-ci peuvent participer aux réunions, avec voix consultative,
- que la Commission d'Appel d'Offres *ad hoc* puisse se faire assister dans ses travaux par des agents des membres du groupement, compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics.

Il est donc nécessaire de délibérer pour approuver la création du groupement de commandes et autoriser la signature de la convention constitutive, d'une part, désigner le représentant de la Cub au sein de la Commission d'Appel d'Offres du groupement de commandes, d'autre part.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article 8 du Code des Marchés Publics, en particulier, les I – 2°, II, III et IV dudit article,

VU la délibération n°2009/0538 du 2 octobre 2009, portant désignation des membres élus de la Commission d'Appel d'Offres de la Communauté Urbaine de Bordeaux,

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT la volonté conjointe du Conseil Général de la Gironde et de la Communauté Urbaine de Bordeaux, d'harmoniser les dispositifs de sensibilisation à l'EDD mais aussi de contribuer à favoriser une équité territoriale en matière de mise en œuvre de démarches territoriales d'éducation pour un développement durable,

DECIDE

Article 1 : la constitution du groupement de commandes, dont les membres sont le Conseil Général de la Gironde et la Communauté Urbaine de Bordeaux, est approuvée,

Article 2 : la désignation de la Communauté Urbaine de Bordeaux en qualité de coordonnateur du groupement de commandes, est approuvée

Article 3 : la constitution d'une Commission d'Appel d'Offres *ad hoc* au groupement de commandes est approuvée,

Article 4 : est désigné en qualité de représentant de la Communauté Urbaine de Bordeaux au sein de la Commission d'Appel d'Offres du groupement de commandes :
- M. Bernard Labiste,

Article 5 : Monsieur le Président est autorisé à signer la convention constitutive du groupement de commandes jointe en annexe ainsi que toutes pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Article 6 : les crédits nécessaires sont prévus au chapitre 011, article 6232, fonction 8330, CRB VC00 du budget de l'exercice en cours.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

désignation effectuée : M. LABISTE

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 24 juin 2011,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

REÇU EN PRÉFECTURE LE
8 JUILLET 2011

PUBLIÉ LE : 8 JUILLET 2011

M. ALAIN CAZABONNE